



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général  
Direction interministérielle de l'animation territoriale  
Bureau de l'environnement**

**Arrêté n° 41-2026-06-01-00001**

**levant la mise en demeure prise le 8 janvier 2025 à l'encontre  
de la société SNV VOLABRAYE pour l'établissement qu'elle exploite  
route de Saint-Calais, lieu-dit « Les Filabes », à Savigny-sur-Braye**

**Le préfet de Loir-et-Cher**

**Vu :**

- la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 211-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;
- le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;
- le décret du 23 juillet 2025 portant nomination de M. Joseph ZIMET en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;
- l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous les rubriques n° 2210 et 3641 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2009-127-5 du 7 mai 2009 relatif aux prescriptions applicables à la société SNV VOLABRAYE à Savigny-sur-Braye ;
- l'arrêté préfectoral n° 41-2023-08-04-00006 du 4 août 2023 définissant les modalités de diagnostic des prélèvements et rejets des installations classées pour la protection de l'environnement en vue de la mise en place de dispositions de restriction des usages de l'eau et des rejets dans les milieux et de dispositions de gestion de crise ;
- l'arrêté préfectoral n° 41-2025-08-25-00002 du 25 août 2025 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;
- les éléments transmis par l'exploitant ;

**Considérant :**

— que les éléments transmis par l'exploitant ont permis à l'inspecteur des installations classées de constater que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives répondant aux prescriptions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de mise en demeure n° 41-2025-01-08-00003 du 8 janvier 2025 ;

— qu'en conséquence les mesures de l'arrêté du 8 janvier 2025 peuvent être levées ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Est abrogé l'arrêté n° 41-2025-01-08-00003 du 8 janvier 2025 mettant en demeure la société SNV VOLABRAYE de respecter les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement pour son établissement situé route de Saint-Calais, lieu-dit « Les Filabes », à Savigny-sur-Braye.

**Article 2** - Le présent arrêté sera notifié à la société SNV VOLABRAYE par lettre recommandée avec avis de réception et sera publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant au moins deux mois.

Copie en sera adressée :

- au maire de Savigny-sur-Braye ;
- au sous-préfet de Vendôme ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire ;
- à la directrice de l'agence régionale de santé Centre-Val de Loire ;
- au directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de Loir-et-Cher ;

**Article 3** - Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le sous-préfet de Vendôme, le maire de Savigny-sur-Braye, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire, la directrice de l'agence régionale de santé Centre-Val de Loire et le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de Loir-et-Cher, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Blois, le **01 JUIN 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

Faustin GADEN

*Délais et voies de recours en page suivante*

## Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République – BP 80101 – 41001 Blois cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé de l'environnement – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1, place Carpeaux – 92055 Paris-la-Défense cedex.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, au tribunal administratif – 28, rue de la Bretonnerie - 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérécoûrs accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)